

Burundi : nouveau report d'un sommet régional sur le Burundi

@rib News, 24/12/2018 Source AFP La Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) a annoncé un nouveau report d'un sommet, prévu le 27 décembre à Arusha et devant notamment se pencher sur la crise au Burundi. Selon un haut responsable d'un des pays membres, « la décision de reporter ce sommet du 27 décembre a été prise par la majorité des chefs d'Etat de l'organisation nationale étaient pas disponibles en cette période de fin d'année ».

Ce sommet, initialement prévu le 30 novembre, avait déjà été reporté une première fois au 27 décembre, en raison du boycott du Burundi. Selon une source diplomatique interrogée alors par l'AFP, Bujumbura aurait compris que l'EAC a pris la décision de reporter le sommet car « notre demande de report du sommet du 30 novembre a trouvé une réponse satisfaisante », a expliqué le porte-parole présidentiel, Jean-Claude Karerwa Ndenzako, à l'AFP. L'EAC, qui a annoncé le report sur son compte Facebook, a précisé que des consultations sont en cours avec les chefs d'Etat afin de déterminer une nouvelle date. L'EAC n'a pas évoqué les raisons de ce report. Après son boycott du sommet du 30 novembre, Bujumbura avait tenu un sommet extraordinaire pour ne traiter que de la question du conflit ouvert entre le Burundi et le Rwanda. Les relations sont tendues entre les deux pays: Bujumbura accuse Kigali d'attiser les troubles au Burundi, ce que le Rwanda dément et qualifie de manœuvre de diversion du régime. Le président ougandais Yoweri Museveni, médiateur en chef de la crise burundaise pour l'EAC, a répondu à son homologue burundais Pierre Nkurunziza en appelant à respecter l'EAC et à dialoguer avec son opposition en exil. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Il avait été élu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});